ABOUNDEMENTS Prote until Fix until F

Journal de la Démocratie

RÉDACTION ET ADMINISTRATION TOULOUSE, 57, RUE BAYARD

Bureaux & Paris : 24, rue Feydesu

29° Année - VENDREDI 28 JANVIER 1898 - Nº 10.757

EDITIONS REGIONALIS

Edition du Tarn

Edition de l'Aude

a' Edition de l'Ouest Les-to-Garousse, Tarz-or-Garousse, Lon.

z" Edition de Toulouse 18 Baute-Garonne, Arlege.

2'Edition de Toulouse II,

Outret.
Contre les abominables supplicos inContre les abominables supplicos inligés aux torturés de Montpuch par
linquisition espagnole, nous avons protesté en de tels termes que le Journal
des Débas sianalais mon artide au procureur. Et c'est encore le parti secialiste
qui, cu annapeant la candidature de cyqui, cu annapeant la candidature de cyqui, cu annapeant la candidature de cytica, a dissa la bagne contre tonte justica, a dissa la bagne contrebué à la grace
lu condamné. Non il n'y a pas eu une
lu condamné. Non il n'y a pas eu une

AD11

De la contraction de la contra

LA DÉPÉCHE publiera demain un article de

au contraire, imposé par le premier consul, alors dans toutes a popularité, et l'on mustique de ce funcate contrait. La flaçette a l'échait paş ; et se trouvant un jour avec Bonaparte :

a "Avouez, lui dit-il, que cela n'a pour objet que de casser la petite fiole ! "

a "Avouez, lui dit-il, que cela n'a pour objet que de casser la petite fiole ! "

a "Billaist, en effet, à cet incomparable parvenu, le concours de l'Elgies pour metires la couronne sur se toc. Il avait bessant grande famille des souverains. Il voulit faire casser pour lui la petite fiole miraculeuse de Saint-l'eurn, avec laquelle on sacrait les vieux rois de France. Le Concordat n'a étà autre chese que la préparation de la monarchie impériale dejà arrêtée dans l'esprit du premier consul. Il était cong pour deriuire le dernier vestige de la Répour defruire le dernier vestige de la Répour defruire le dernier refusait d'en l'aduelle un subjet de la lette de l'accident d'en l'accident l'accide

SANVIER 1898 — N 10,757

| Proceedings | Pro ser and the moint a coult-of Hillistion may be a control to the property of the country of the c

# La dépêche vendredi 28 janvier 1898 588 PER 9

### LA POLITIQUE

# POUR LA RÉPUBLIQUE

Je remercie tous les groupes qui, à l'occasion des incidents de la Chambre, m'ont envoyé l'expression de leur solidarité socialiste et républicaine. Ces incidents n'auront pas été inutiles. Ils auront montré à tous que la réaction royaliste et cléricale, plus forcenée que jamais, guette toutes les crises avec l'espoir de dominer ou de supprimer la République. Si sa fureur s'est portée sur les républicains socialistes, c'est parce que notre parti, luttant à la fois contre toutes les formes de l'exploitation et de l'oppression, contre le cléricalisme et contre le capital juif ou chrétien, n'a été jusqu'ici diminué par aucune faute, affaibli par aucune compromission ; il reste une force intacte au service de la République et du peuple, et l'autre jour dans la mêlée que la réaction avait déchainée, il apparaissait à tous comme le front de bataille de la République. Cette force républicaine, socialiste et populaire, intacte et intrépide, comme on voudrait, par de viles calomnies ou de lâches équivoques, la paralyser un moment! La réaction a espéré que la question juive lui permettrait de jeter le désarroi dans les rangs du peuple et dans notre parti. Elle s'est trompée. Nos principes sont clairs, notre terrain est solide et nous y resterons invinciblement.

Aux juifs, en tant que juifs, il serait monstrueux de faire une guerre de religion ou de race. Il serait monstrueux de leur refuser, sous prétexte qu'ils sont juifs, les garanties légales dues à tout accusé, à tout homme. Et le parti qui renierait ces principes par peur de l'opinion égarée ou de la calomnie serait le plus lâche, le plus méprisable des partis : c'est comme capitaliste que nous avons, nous socialistes, le devoir de combattre les juifs ; mais, alors, ce n'est pas le capitalisme juif seul ; c'est le capitalisme tout entier que nous combattons. Oui, guerre aux grands flibustiers juifs qui ont volé tant de millions dans le Panama! Mais guerre aussi aux financiers cléricaux qui ont organisé l'Union générale! Oui, guerre à Rothschild qui détient la Banque, les chemins de fer, une grande partie du domaine national! Mais guerre aussi à cette droite cléricale et capitaliste qui, dans tous ses votes, par les conventions des chemins de fer, par le privilège de la Banque de France, a livré précisément toutes ces richesses à M. de Rothschild pour se faire à elle-même une part dans ces monopoles.

À quoi servira aux prolétaires de l'usine, de la mine, de la verrerie, des hauts fourneaux, que leur patron aille à la messe au lieu d'aller à la synagogue, si l'exploitation est la même, s'ils sont toujours obligés d'abandonner au capital une large part du produit de leur travail ? À quoi servira au petit commerçant que le grand bazar juif ferme ses portes, si le grand bazar < catholique », accaparant toutes les affaires, achève la ruine des petits ? Et les paysans qui pâtissent sur les vastes domaines que les nobles ont rachetés avec le milliard des émigrés ou avec la dot des filles de finances, que leur importe, je vous prie, que M. le marquis et M. le duc aient leur banc à l'église ? Non, non, le peuple ouvrier et paysan ne se laissera pas égarer par ces discussions. L'autre soir, à Paris, à la sortie même de la séance violente de la Chambre, dans un quartier où pourtant la propagande antisémite a été très active, je n'ai pas rencontré un contradicteur quand j'ai exposé que le peuple producteur, ayant créé de son travail toute la richesse, avait droit à un ordre social où toute la richesse, chrétienne ou juive, reviendrait aux travailleurs. Et lorsque, parlant des

# La dépêche vendredi 28 janvier 1898 588 PER 9

mesures d'expropriation sociale qui devaient atteindre, à mon sens, toute la classe parasitaire, j'ai dit aux antisémites du peuple : « Oui, les capitalistes juifs tout de suite, et les autres en même temps », j'ai rencontré l'approbation véhémente de tous.

Drumont prétend que nous nous intéressons au maintien des garanties légales à propos d'un juif, plus que nous ne l'avons fait à propos d'autres citoyens. Quoi ! peut-on diriger de bonne foi une pareille accusation contre le parti socialiste ? N'avons-nous pas tous donné au prolétariat toutes les minutes de notre vie, toute notre force ? N'avons-nous pas toujours démontré le monstrueux arbitraire des juges frappant les républicains et le peuple ? C'est notre parti, le parti socialiste de Dijon, qui a envoyé à la Chambre le fils de Pierre Vaux, du républicain criminellement condamné par l'Empire, et c'est notre parti qui a ainsi préparé l'acte de réhabilitation que la justice tardive vient d'accomplir. C'est le parti socialiste qui a surpris et flétri, dans la grève du Pas-de-Calais, le rapport odieux du procureur Chenest dénonçant les syndicats ouvriers. Est-ce que dans la grève de Carmaux nous n'ayons pas attaqué en face la partialité des juges ? La veille même de la séance tumultueuse de la Chambre, je suis monté à la tribune à plusieurs reprises pour protester contre l'arrestation policière et la détention arbitraire de Guilhen et Ourtet.

Contre les abominables supplices infligés aux torturés de Montjuich par l'inquisition espagnole, nous avons protesté en de tels termes que le *Journal des Débats* signalait mon article au procureur. Et c'est encore le parti socialiste qui, en annonçant la candidature de Cyvoct, retenu au bagne contre toute justice, a dissipé les dernières hésitations de M. Félix Faure et contribué à la grâce du condamné. Non, il n'y a pas eu une seule question, où fût engagée l'idée du droit, qui ait laissé notre parti indifférent.

Et voilà pourquoi, à propos d'un juif comme à propos de tout autre, nous demandons sans peur, aussitôt que des indices publics éveillent nos doutes, si les conseils de guerre se sont réellement permis de juger sur des pièces qui n'étaient pas communiquées à l'accusé. Nous savons que, demain, c'est sur le prolétariat, sur le parti socialiste, que s'exerceront les rigueurs de la répression militaire. Et nous ne serions pas seulement traîtres à l'humanité, nous serions criminels envers la classe ouvrière, si nous laissions établir, contre n'importe qui, un précédent qui, demain, se retournera contre les travailleurs. Quoi ! c'est le peuple ouvrier, toujours fauché aux heures de réaction par la dictature des grands chefs, toujours décimé par les jugements expéditifs des tribunaux militaires, qui laisserait proclamer que les généraux sont au-dessus des lois ; qu'ils peuvent juger comme il leur plait et supprimer les garanties légales ? Qui ne voit qu'aujourd'hui la coterie des grands chefs, instrument tout préparé des réactions sanglantes, veut profiter de l'impopularité des juifs pour créer au profit des généraux des habitudes de toute puissance, d'arbitraire et d'irresponsabilité ? [...]

**JEAN JAURES**